Mercredi 18 février 2015 | Numéro 33 | Créé en 1950 | Vendu en kiosques et par abonnement | Prix 4,50 CHF (TVA 2,5% incl.) - 4,50 EUR | agefi@agefi.com | Rédacteur en chef: François Schaller

L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

LA FRANCE EN CRISE

La loi Macron par la force PAGE 19

ram-ai.com

JA-PP/JOURNAL — CASE POSTALE 5031 — CH-1002 LAUSANNE

SMI 8747.83	DOW JONES 18047.58
+0.40%	+0.15%

CAPACITÉ FINANCIÈRE DE SWISSQUOTE
Le CEO Marc Bürki réagit aux critiques PAGE 3

PROCÈS DES HÉRITIERS RICCI À PARIS
Les fichiers Falciani contestés PAGE 19

LA CAPITALISATION EN HAUSSE D'ADECCO
Proche d'une valeur réaliste PAGE 6

DÉVELOPPEMENT DE LEM À GENÈVE
L'effet franc est à sept chiffres PAGE 6

LES ANCIENS CADRES D'UBS POURSUIVIS
Trois mandats d'arrêt en France PAGE 3

LE RETAIL D'UBS ET DE CREDIT SUISSE
La stabilité est un exploit en soi PAGE 4

ENTREPRISE H. MOSER & CIE (HORLOGERIE)
Le grand retour en Russie PAGE 22

SONDAGE AUPRÈS DES INSTITUTIONNELS
Les titres européens plébiscités PAGE 13

Prix de la clientèle bancaire privée de nouveau en hausse

Les fusions-acquisitions se sont conclues sur douze mois à un prix moyen de plus de 2% des fonds sous gestion.

SÉBASTIEN RUCHE

Plus de 138 milliards de dollars d'actifs de gestion privée ont changé de propriétaire l'an dernier en Suisse, soit sept transactions bancaires. Le prix moyen s'est élevé à 2,1% des actifs concernés, un chiffre en nette augmentation par rapport aux valorisations de 2013 (1,3%). On constate aussi une convergence des prix entre les actifs internationaux et les actifs domestiques.

Ces 138 milliards représentent le plus important volume jamais échangé en une année en Suisse. Les sept fusions-acquisitions enregistrées l'an dernier dans la gestion privée représentent près de 60% de l'ensemble des actifs cédés au cours des sept dernières années. Les raisons de cette accélération de la consolidation sont connues: nouvelles réglementations internationales, pressions subies de l'extérieur et réorientation de la gestion vers les avoirs fiscalisés.

En conséquence, on assiste aussi à une normalisation des valorisations entre les actifs internationaux et les actifs domestiques, comme l'observe l'un des auteurs du rapport dont sont issus ces chiffres, Sebastian Dovey, de Scorpio Partnership.

L'an dernier, ces deux types de clientèle se sont traités à un multiple proche de 2,1%, alors qu'en 2012, les avoirs transfrontaliers affichaient encore une prime importante par rapport aux actifs suisses, avec un prix moyen de 2,3% contre 1,4%.

A 2,1%, le marché suisse est à nouveau aligné sur les autres places financières. Au niveau mondial, les prix des actifs de gestion privée se sont aussi redressés l'an dernier, à une moyenne de 2,1%. Le marché retrouve les niveaux de valorisation de 2011, qui avaient laissé place à un fort recul des prix, à 1,6% en 2012 puis à un plancher à 1,3% en 2013 (après un pic à 4,6% en 2009). SUITE PAGE 3

RECYCLAGE À L'ÉPREUVE DU FRANC

Le marché intérieur déstabilisé

L'industrie secondaire du papier (comme du fer) doit revoir dans l'urgence ses prix locaux d'approvisionnement.

En Suisse, le recyclage assure plus de 90% des besoins de la production totale de papier et de carton finis, quelle que soit la qualité (ou à peu près). Cette matière première permet aux entreprises de production de réaliser des économies de coûts et d'énergie par rapport au bois ou à la cellulose.

Ce recyclage durable dans lequel 40% des villes et communes fournissent la matière première à des conditions tarifaires fixées tous les cinq ans, est sous pression monétaire. Les importations d'Allemagne, d'Italie ou de France vont clairement concurrencer ce cycle d'approvisionnement qui permet même à la Suisse d'être un exportateur net.

Le niveau du franc est une vraie difficulté pour cette industrie dont le prix est déterminé en euros. Les entreprises de recyclage et d'élimination seront dans l'obligation d'abaisser de manière substantielle et immédiate le prix d'approvisionnement des papiers et cartons à recycler.

Alain Probst, responsable des achats d'Utzenstorf, unité de production de papier membre de l'Association suisse de recyclage du fer, du métal et du papier (VSMR), précise ce qu'il en est dans un segment qui emploie tout de même 1900 personnes en Suisse. PAGE7

DÉVELOPPEMENT D'IKEA EN SUISSE

La méthode de croissance orientée digital

La CEO d'Ikea Suisse Simona Scarpaleggia est confiante dans la marge de progression résiduelle de la filiale. En particulier par le e-commerce. L'entreprise a publié ses résultats fin janvier. Les ventes enregistrent une modeste croissance depuis 2011(elles ont reculé l'an dernier), mais le online a connu une progression à deux chiffres. Ikea compte neuf magasins en Suisse. Soit trois fois plus que dans la région Rhône-Alpes en France, comparable en termes de superficie et de bassin de population. Avec un tel maillage du territoire, aucune ouverture de point de vente n'est prévue. Aucune fermeture non plus. En Suisse romande, le site de Vernier-Genève, ouvert en 2010, n'a pas cannibalisé la clientèle d'Aubonne. Ce dernier reste le point de vente le plus rentable de Suisse. En dix ans, les prix on baissé d'environ 20%. L'appréciation récente du franc n'entraînera pourtant pas de baisse chez Ikea dans l'immédiat, 75% de la production étant réalisée hors de la zone euro. L''entreprise a investi 50 millions de francs en deux ans pour poursuivre ces efforts tarifaires. PAGE 5

SIMONA SCARPALEGGIA. Les ventes online progressent sensiblement.

Cours de base pour Européens

THOMAS JORDAN. Le président de la Banque nationale est probablement l'homme le plus critiqué aujourd'hui en Suisse. Il est intervenu hier à Bruxelles sur le thème «La Suisse au cœur de l'Europe».

La Suisse a une longue tradition d'indépendance politique, a rappelé Thomas Jordan hier à Bruxelles. Mais cette indépendance ne signifie pas qu'elle est isolée sur le plan économique. Le pays compte aujourd'hui parmi les plus intégrés dans l'économie mondiale. De petite taille et dépourvu de ressources naturelles, il a commencé très tôt à nouer des relations économiques au-delà de ses frontières. Si l'intégration économique a contribué à la prospérité du pays, elle entraîne aussi une large exposition aux développements économiques et financiers à l'étranger, comme l'ont montré la crise financière et ses répercussions. La suppression du cours plancher, inévitable, illustre parfaitement cette situation d'interdépendance. Cette décision a ainsi entraîné de vives réactions sur les marchés financiers internationaux, et le franc s'est immédiatement apprécié. Sa surévaluation confronte l'économie à d'importantes difficultés. Un vrai défi qu'elle a déjà connu. Pour en atténuer les effets, la BNS a abaissé les taux d'intérêt à des niveaux inédits. De plus, elle continuera de prendre en compte la situation sur le marché des changes pour définir sa politique monétaire. Au besoin, elle restera active sur ce marché afin d'influer sur les conditions monétaires. PAGE 11

ÉDITORIAL MOHAMMAD FARROKH

La sortie de crise par étapes

La vague de commentaires en début de semaine suite à l'échec des discussions entre Grèce et Eurogroupe reflète bien le désarroi face à une situation apparemment sans issue et tout de même assez insolite: la Grèce ne veut pas demander la prolongation au-delà du 28 février du programme d'aide qui lui permet de payer ses échéances…

Le spectre du défaut de paiement revient donc aussitôt, de même que les scénarios de sortie de l'euro. L'autre paradoxe, c'est que ce sont les Européens qui insistent pour prêter de nouveaux fonds à la Grèce, qui est probablement en mesure de faire face aux dépenses courantes au moins jusqu'à l'été. Si la négociation cassait, les Européens seraient en première ligne: ils devraient faire face à une nouvelle et vraie crise de la zone euro à brève échéance. Les Grecs pourraient en tirer des bénéfices dans la mesure où d'autres Etats se retrouveraient sur la même ligne qu'eux.

En fait, les Grecs ont probablement l'impression d'être en position de force actuellement. Leur sortie de l'euro risquerait bien d'entraîner la fin de la monnaie européenne, ou alors son recentrage sur un nombre d'Etats nettement plus restreint. Cette fragilité est peut-être sous-estimée. Les économistes ne cherchent-ils pas à se rassurer, en soulignant en particulier que la Grèce ne représente que 2% du produit intérieur européen, et que la BCE a mis au point des mécanismes de stabilisation qui permettent de parer à toute éventualité?

A Bruxelles comme à Athènes, toute progression passe par une réévaluation des positions de chacun. Mais l'exercice prend du temps, et il ne reste plus que quelques jours avant la catastrophe programmée. Celle-ci sera vraisemblablement évitée grâce à un compromis, comme l'a d'ailleurs suggéré Yanis Varoufakis.

La sortie de crise devrait donc avoir lieu en plusieurs étapes. La première consistant à se donner du temps, peut-être en annonçant une formule transitoire pour ces prochaines semaines ou ces prochains mois. Ce sera peut-être aux Européens de faire le plus de concessions, car ils pensent avoir beaucoup à perdre dans l'affaire. C'est peut-être le plus dur à ce stade: alors que la désinvolture de Yanis Varoufakis semble surtout être une posture, l'intransigeance de Jeroen Dijsselbloem pourrait bien correspondre à la réalité du personnage.

En attendant, les marchés financiers gardent leur sang froid et se comportent comme si la confrontation n'était qu'une mise en scène destinée à durer un peu avant l'émergence d'une solution permettant à chacun de sauver la face.■